

Présentation au comité
d'experts sur la modernisation
de l'Office national de
l'énergie

11 recommandations pour redresser la situation

Mémoire soumis au Comité d'experts sur la modernisation de l'ONÉ

**Carole Dupuis, coordonnatrice générale et porte-parole
Jacques Tétreault, coordonnateur général adjoint**

Regroupement vigilance hydrocarbures Québec – RVHQ

Le 28 février 2017



**REGROUPEMENT VIGILANCE
HYDROCARBURES QUÉBEC**

TABLE DES MATIÈRES

LE REGROUPEMENT VIGILANCE HYDROCARBURES QUÉBEC (RVHQ).....	2
Comités du RVHQ intervenants devant l'ONÉ.....	2
INTRODUCTION.....	3
DOUBLE MALAISE.....	4
RECOMMANDATIONS	5
1. Moderniser le cadre d'évaluation des projets énergétiques dans l'optique d'une accélération de la (vraie) transition énergétique.....	5
2. Confier le mandat de surveillance des infrastructures existantes à une instance distincte.....	5
3. Retirer le mandat d'examen et de recommandation de l'ONÉ et le confier à un nouveau Bureau d'information et de consultation sur la transition énergétique (BICTE)	5
4. Redéfinir la notion d'« intérêt public » utilisée pour déterminer l'opportunité d'un projet	6
5. Donner au Parlement le pouvoir d'approuver ou de rejeter les grands projets énergétiques	6
6. Rapatrier à Ottawa les instances de réglementation, de surveillance, de consultation et d'information en matière d'énergie.....	6
7. Soumettre les promoteurs aux règles sur les langues officielles.....	7
8. Redéfinir la notion de « partie intéressée »	7
9. Nommer des commissions d'examen neutres et crédibles.....	7
10. Intensifier la surveillance exercée par le Vérificateur général du Canada.....	8
11. Suspendre l'examen du projet Énergie Est	8
CONCLUSION	8
Annexe – Groupes citoyens membres du RVHQ	9

LE REGROUPEMENT VIGILANCE HYDROCARBURES QUÉBEC (RVHQ)

Le Regroupement vigilance hydrocarbures Québec (RVHQ) est le plus important mouvement citoyen engagé dans le dossier des hydrocarbures au Québec puisqu'il fédère plus de 130 comités de toutes les régions du Québec, mobilisés contre le développement de la filière pétrolière et gazière sous toutes ses formes et pour la mise en place d'un véritable plan de sortie de l'ère des énergies fossiles.

Mouvement de mobilisation citoyenne sans précédent dans l'histoire du Québec, le RVHQ a joué un rôle décisif dans la lutte contre l'extraction des gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent, à l'époque où il s'appelait encore Regroupement interrégional sur le gaz de schiste de la vallée du Saint-Laurent (RIGSVL). Des groupes d'opposition à l'exploitation des hydrocarbures en Gaspésie, à l'Île d'Anticosti et dans le golfe du Saint-Laurent ont grossi ses rangs au cours des dernières années, de même que plusieurs groupes préoccupés par le transit de pétrole de l'Ouest via le Québec par oléoducs, par trains et par navires. Le Regroupement continue à accueillir de nouveaux comités qui se forment au fil des projets surgissant ici et là au Québec, notamment les projets de gaz naturel liquéfié.

À titre de mouvement citoyen, le RVHQ repose sur une structure de fonctionnement entièrement bénévole.

Comités du RVHQ intervenants devant l'ONÉ

Quatre comités membres du RVHQ ont été reconnus par l'Office national de l'Énergie (ONÉ) comme intervenants dans le cadre de l'audience sur le projet Énergie Est de TransCanada. À eux quatre, le Regroupement des Comités Vigilance hydrocarbures de Lanaudière, le Comité Vigilance hydrocarbures des municipalités de la MRC de Maskinongé, Stop Oléoduc Portneuf-Saint-Augustin et Stop Oléoduc Montmagny-L'Islet représentent 141 propriétaires terriens, principalement des agriculteurs, situés sur le tracé provisoire de l'oléoduc.

En tant qu'organisme du gouvernement canadien, l'Office national de l'énergie devrait agir comme chien de garde de l'intérêt public des Canadiens face aux puissantes pétrolières et gazières qui semblent se croire autorisées à spolier notre territoire, au nom du profit. Or, la performance de l'ONÉ à cet égard nous semble peu reluisante.

En fait, après avoir suivi attentivement les agissements de l'ONÉ pendant plusieurs années, nous n'hésitons pas à reprendre à notre compte les propos de l'économiste Robyn Allan, qui s'est retirée du processus d'examen du pipeline Trans Mountain de Kinder Morgan en écrivant : « L'examen n'est pas équitable. Le comité d'audience n'est pas un arbitre impartial. Les dés sont pipés, les résultats de la partie sont déterminés d'avance par un organisme de réglementation captif. L'intégrité de l'ONÉ a été compromise. Ses actions ont mis à mal la santé et la sécurité de l'économie, de la société et de l'environnement canadiens. »¹

Qu'il s'agisse des nombreux déversements qui continuent à se produire chaque année, du laxisme de l'ONÉ envers des vieux pipelines comme Trans-Nord ou la canalisation 9b d'Enbridge, du passe-droit qu'il a accordé à TransCanada en déclarant « complet » un projet dont des éléments fondamentaux étaient absents, ou des fautes d'éthique commises lors de l'affaire Charest, l'ONÉ a perdu sa crédibilité. D'ailleurs, comme le démontre un sondage SOM réalisé en octobre 2016, une très grande majorité des Québécois (73 %) dit ne plus avoir confiance en l'Office national de l'Énergie (ONÉ) à la suite de l'affaire Charest et une très forte majorité de la population (89 %) demande au gouvernement libéral fédéral de réformer en profondeur le processus d'évaluation environnementale fédéral avant de poursuivre l'étude du projet de pipeline Énergie Est².

Réformer un système aussi profondément perturbé ne sera pas une mince tâche et les recommandations que nous formulons ci-dessous ne prétendent pas fournir toutes les réponses à cet effet. Elles sont toutefois l'expression d'un fort mouvement citoyen qui n'est plus disposé à accepter des paroles rassurantes en guise de compensation pour des actions incohérentes, par rapport aux objectifs annoncés.

¹ Dogwood, [Economist Robyn Allan withdraws from Kinder Morgan review](#). Traduction libre.

² RVHQ, Sondage SOM - [Une forte majorité de Québécois demande une réforme globale avant toute reprise de l'examen du projet Énergie Est](#)

Dans son mémoire soumis au comité d'experts chargé d'examiner les processus fédéraux d'évaluation environnementale au Canada en octobre 2014¹, le RVHQ s'élevait contre la captation des instances de pouvoir par l'industrie des hydrocarbures et soulignait que « la proximité troublante entre nos décideurs publics et l'industrie figure très haut dans la liste des raisons expliquant la méfiance de la population envers les processus d'évaluation environnementale ». C'est d'ailleurs là le reproche fondamental que le mouvement citoyen adresse au gouvernement fédéral depuis plusieurs années en matière d'évaluation des projets.

Or, ce même gouvernement nous place aujourd'hui dans la position éminemment inconfortable de venir proposer une réorientation majeure de l'ONÉ devant un comité d'experts dont trois des cinq membres, y compris ses co-présidents, ont travaillé dans des organisations liées à des entreprises du secteur des hydrocarbures, notamment TransCanada.

C'est là notre premier malaise.

De plus, la présente consultation a été lancée sans que la lumière ait été faite sur les événements et les pratiques ayant mené à la récusation du premier comité d'audience chargé d'examiner le projet Énergie Est et du président de l'ONÉ, à la suite des révélations concernant leurs rencontres privées avec M. Jean Charest, alors en relation d'affaires avec la compagnie TransCanada, promoteur du projet d'oléoduc Énergie Est. Cette affaire laisse croire qu'il y aurait eu des infractions graves au code de conduite des employés de l'ONÉ et semble symptomatique de problèmes profonds au sein de cette institution.

Procéder à la présente consultation sans avoir d'abord donné suite à la demande d'enquête déposée par l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) à ce sujet, en août 2016, nous semble peu respectueux de la population puisque notre analyse ne peut se fonder que sur une information incomplète. C'est là notre deuxième malaise.

Quoi qu'il en soit, comme toujours, nous avons choisi de participer à cette consultation, même s'il nous est très difficile de lui accorder la crédibilité qu'elle devrait avoir. Nous espérons que les recommandations du comité d'experts nous surprendront agréablement.

¹ RVHQ, [Points de vue citoyens sur l'évaluation des projets au Canada](#), 24 octobre 2016

RECOMMANDATIONS

1. Moderniser le cadre d'évaluation des projets énergétiques dans l'optique d'une accélération de la (vraie) transition énergétique

Placer l'urgence d'opérer la (vraie) transition énergétique, c'est-à-dire la sortie la plus rapide possible des énergies fossiles, incluant le gaz naturel fossile, au cœur des efforts de modernisation du cadre d'évaluation des projets énergétiques au Canada, y compris celle de l'ONÉ.

2. Confier le mandat de surveillance des infrastructures existantes à une instance distincte

RECOMMANDATION

Renforcer la sécurité de la population canadienne et de l'environnement en confiant la surveillance des infrastructures existantes et la mise en œuvre de mesures disciplinaires à une instance spécialisée en ce domaine, possédant des pouvoirs étendus en cas de délinquance, totalement indépendante de toute instance à vocation économique.

3. Retirer le mandat d'examen et de recommandation de l'ONÉ et le confier à un nouveau Bureau d'information et de consultation sur la transition énergétique (BICTE)

RECOMMANDATION

En remplacement du rôle d'examen et de recommandation de l'ONÉ, créer un Bureau d'information et de consultation sur la transition énergétique (BICTE) ayant le mandat de recommander au Parlement l'approbation ou le rejet des grands projets énergétiques relevant présentement de l'ONÉ. Donner à ce Bureau un mode de fonctionnement comparable à celui du Bureau d'audiences publiques

sur l'environnement (BAPE) du Québec, notamment un mandat large d'information du public assorti d'un pouvoir d'enquête, une politique de participation ouverte et un mode de fonctionnement informel, sans avocats ni procédures assimilables à celles d'un tribunal.

4. Redéfinir la notion d'« intérêt public » utilisée pour déterminer l'opportunité d'un projet

RECOMMANDATION

Tout en maintenant les volets économiques et sociaux de la définition de l'intérêt public, formuler une nouvelle définition qui subordonnerait ces dimensions aux impératifs d'un test climat ou d'un budget carbone canadien en harmonie avec l'Accord de Paris, ainsi qu'aux impératifs de protection des écosystèmes, de préservation de l'eau potable et de conservation des milieux de vie des Canadiens et Canadiennes.

Intégrer au volet économique l'obligation d'utiliser des scénarios de demande fondés sur la réussite, et non l'échec, de l'Accord de Paris, de tenir compte du coût social des GES émis, de l'extraction à la combustion, ainsi que de l'équité entre les régions du pays et de la stabilité globale de l'économie canadienne à moyen terme.

Assortir cette définition de critères, d'indicateurs quantitatifs et d'un horizon temporel qui engloberait les sept prochaines générations.

5. Donner au Parlement le pouvoir d'approuver ou de rejeter les grands projets énergétiques

RECOMMANDATION

Reconnaître que les grands projets énergétiques touchent l'intérêt supérieur de la nation en soumettant leur approbation au Parlement et non plus au Conseil des ministres.

6. Rapatrier à Ottawa les instances de réglementation, de surveillance, de consultation et d'information en matière d'énergie

RECOMMANDATION

Affirmer la neutralité des instances de réglementation, de surveillance, de consultation et d'information en matière d'énergie en établissant leurs centres de décision à Ottawa et en éliminant toute obligation, pour les membres de ces instances, de résider à Calgary ou à proximité de cette ville.

7. Soumettre les promoteurs aux règles sur les langues officielles

RECOMMANDATION

En ce qui concerne toute communication avec le public dans le cadre de projets soumis au Bureau d'information et de consultation sur la transition énergétique, y compris la documentation relative à ces projets, soumettre les promoteurs aux mêmes règles sur les langues officielles que les institutions fédérales.

8. Redéfinir la notion de « partie intéressée »

RECOMMANDATION

Dans le cas de projets ayant un impact significatif sur une portion importante de la population canadienne, sur des dimensions fondamentales comme l'économie, le climat, la protection des écosystèmes, la préservation de l'eau potable, la conservation des milieux de vie ou la réputation internationale du Canada, par exemple, reconnaître l'ensemble des Canadiens et Canadiennes en tant que parties intéressées.

9. Nommer des commissions d'examen neutres et crédibles

RECOMMANDATION

Élaborer, publier et appliquer des critères de sélection garantissant la neutralité et la crédibilité des commissions chargées d'évaluer les projets énergétiques, y compris l'absence de liens avec l'industrie et avec les décideurs politiques, ainsi que l'exhaustivité et la complémentarité des compétences en lien avec les projets étudiés. Affecter les spécialistes de l'industrie dont la contribution est

nécessaire à des rôles de conseillers techniques et non à des rôles de commissaires.

10. Intensifier la surveillance exercée par le Vérificateur général du Canada

RECOMMANDATION

Dans une optique de redressement, que le Vérificateur général du Canada reçoive le mandat de mettre en place les mécanismes nécessaires pour assurer un contrôle continu des pratiques d'évaluation des grands projets énergétiques et des activités de surveillance des infrastructures existantes relevant actuellement de l'ONÉ.

11. suspendre l'examen du projet Énergie Est

RECOMMANDATION

Suspendre l'examen du projet Énergie Est jusqu'à ce que l'enquête réclamée par l'AQLPA ait été réalisée et que la réforme de l'ONÉ ainsi que celle du cadre législatif et réglementaire applicable aient été complétées.

CONCLUSION

« Si ce sont les gouvernements qui délivrent des permis aux projets de développement des ressources, seules les communautés peuvent donner leur permission », a martelé notre actuel premier ministre pendant la campagne électorale qui l'a porté au pouvoir. Jusqu'ici, cet engagement ne semble pas avoir eu énormément de poids. La réforme du cadre d'évaluation des projets, y compris celle de l'ONÉ, est une nouvelle occasion qui lui est donnée de tenir ou de briser sa promesse, en dotant ou non le Canada des instruments nécessaires à l'exercice d'une saine démocratie environnementale. Nous l'invitons à s'élever à la hauteur de ce défi.

Le RVHQ remercie le Comité d'experts d'avoir entendu ses points de vue et espère vivement qu'il saura les prendre en considération.

Annexe – Groupes citoyens membres du RVHQ

Action Environnement Basses-Laurentides	Comité Gaz de schiste Saint-Guillaume
Alerte Pétrole Rive-Sud	Comité Gaz de schiste Saint-Honoré-de-Shenley
Citoyens au courant	Comité Gaz de schiste Saint-Hugues
Comité de citoyens responsables de Bécancour	Comité Gaz de schiste Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville
Comité de vigilance citoyenne Sécu-Rail (Lac-Mégantic)	Comité Gaz de schiste Saint-Joachim-de-Shefford
Comité des Citoyens et Citoyennes pour la Protection de l'Environnement Maskoutain	Comité Gaz de schiste Saint-Jude
Comité Environnement Saint-Césaire	Comité Gaz de schiste Saint-Léonard-d'Aston
Comité Environnement Vert-Plus (Pointe à la Croix)	Comité Gaz de schiste Saint-Liboire
Comité Gaz de schiste Acton Vale	Comité Gaz de schiste Saint-Louis-de-Blandford
Comité Gaz de schiste Beauceville	Comité Gaz de schiste Saint-Louis-de-Ravignan
Comité Gaz de schiste Béthanie	Comité Gaz de schiste Saint-Lucien
Comité Gaz de schiste Boucherville	Comité Gaz de schiste Saint-Ludger
Comité Gaz de schiste Calixa-Lavallée	Comité Gaz de schiste Saint-Marc-sur-Richelieu
Comité Gaz de schiste Danville	Comité Gaz de schiste Saint-Martin
Comité Gaz de schiste Deschailons	Comité Gaz de schiste Saint-Nazaire-d'Acton
Comité Gaz de schiste Drummondville	Comité Gaz de schiste Saint-Ours
Comité Gaz de schiste Fortierville	Comité Gaz de schiste Saint-Pie-de-Guire
Comité Gaz de schiste Joly	Comité Gaz de schiste Saint-Pierre-les-Becquets
Comité Gaz de schiste L'Avenir	Comité Gaz de schiste Saint-Robert
Comité Gaz de schiste La Présentation	Comité Gaz de schiste Saint-Roch-de-Richelieu
Comité Gaz de schiste Lac-Etchemin	Comité Gaz de schiste Saint-Sylvere
Comité Gaz de schiste Lefebvre	Comité Gaz de schiste Saint-Théodore-d'Acton
Comité Gaz de schiste Lemieux	Comité Gaz de schiste Saint-Théophile
Comité Gaz de schiste Lotbinière	Comité Gaz de schiste Saint-Valérien-de-Milton
Comité Gaz de schiste Manseau	Comité Gaz de schiste Saint-Zacharie
Comité Gaz de schiste Maricourt	Comité Gaz de schiste Sainte-Agathe-de-Lotbinière
Comité Gaz de schiste Melbourne	Comité Gaz de schiste Sainte-Angèle-de-Monnoir
Comité Gaz de schiste Mont-Saint-Hilaire	Comité Gaz de schiste Sainte-Anne-du-Sault
Comité Gaz de schiste Nicolet	Comité Gaz de schiste Sainte-Aurélie
Comité Gaz de schiste Ormstown	Comité Gaz de schiste Sainte-Christine
Comité Gaz de schiste Otterburn Park	Comité Gaz de schiste Sainte-Julie
Comité Gaz de schiste Parisville	Comité Gaz de schiste Sainte-Justine
Comité Gaz de schiste Pintendre	Comité Gaz de schiste Sainte-Marie-de-Blandford
Comité Gaz de schiste Québec	Comité Gaz de schiste Sainte-Sophie-de-Lévrard
Comité Gaz de schiste Richelieu	Comité Gaz de schiste Sainte-Victoire-de-Sorel
Comité Gaz de schiste Roxton Falls	Comité Gaz de schiste Suroît (Région du)
Comité Gaz de schiste Saint-Alfred	Comité Gaz de schiste Ulverton
Comité Gaz de schiste Saint-Amable	Comité Gaz de schiste Val-Alain
Comité Gaz de schiste Saint-Antoine-sur-Richelieu	Comité Gaz de schiste Varennes
Comité Gaz de schiste Saint-Apollinaire	Comité Gaz de schiste Verchères
Comité Gaz de schiste Saint-Basile-le-Grand	Comité Gaz de schiste Victoriaville
Comité Gaz de schiste Saint-Denis-de-Brompton	Comité Gaz de schiste Villeroy
Comité Gaz de schiste Saint-Edmond-de-Grantham	Comité Gaz de schiste Wickham
Comité Gaz de schiste Saint-Édouard-de-Lotbinière	Comité Gaz de schiste Yamaska
Comité Gaz de schiste Saint-Édouard-de-Napierville	Convoi-citoyen (membre du RVHQ)
Comité Gaz de schiste Saint-Gédéon	Comité Vigilance hydrocarbures Anticosti
Comité Gaz de schiste Saint-Georges	Comité Vigilance hydrocarbures Batiscan
	Comité Vigilance hydrocarbures Brandon

Comité Vigilance hydrocarbures Champlain)
Comité Vigilance hydrocarbures Durham-Sud
Comité Vigilance hydrocarbures L'Assomption
Comité Vigilance hydrocarbures L'Épiphanie
Comité Vigilance hydrocarbures Lanoraie
Comité Vigilance hydrocarbures Lavaltrie
Comité Vigilance hydrocarbures les Îles Berthier
Comité Vigilance hydrocarbures Maskinongé
Comité Vigilance hydrocarbures Montréal
Comité Vigilance hydrocarbures Repentigny
Comité Vigilance hydrocarbures Saint-Barthélémy
Comité Vigilance hydrocarbures Saint-Bonaventure
Comité Vigilance hydrocarbures Saint-Côme
Comité Vigilance hydrocarbures Saint-Cuthbert
Comité Vigilance hydrocarbures Saint-Gabriel-de-Brandon
Comité Vigilance hydrocarbures Saint-Ignace-de-Loyola
Comité Vigilance hydrocarbures Saint-Maurice
Comité Vigilance hydrocarbures Saint-Norbert
Comité Vigilance hydrocarbures Saint-Stanislas
Comité Vigilance hydrocarbures Saint-Sulpice

Comité Vigilance hydrocarbures Sainte-Anne-de-la-Pérade
Comité Vigilance hydrocarbures Sainte-Geneviève-de-Batiscan
Comité Vigilance hydrocarbures Sainte-Geneviève-de-Berthier
Comité Vigilance hydrocarbures Sainte-Rose
Comité Vigilance hydrocarbures Trois-Rivières
Ensemble pour un Avenir Durable du Grand Gaspé
NON à une marée noire dans le St-Laurent
Oléoduc Laval en amont (OLEA)
Pétroliques Anonymes
Regroupement citoyen contre les bitumineux
Saint-Antoine-de-Tilly – Milieu de vie
Stop Oléoduc Bellechasse et Lévis
Stop Oléoduc Capitale nationale
Stop Oléoduc Île d'Orléans
Stop Oléoduc Kamouraska
Stop Oléoduc Montmagny-L'Islet
Stop Oléoduc Portneuf Saint-Augustin